

International Affairs

N° 02 - FÉVRIER 2024

AUDIT ET ASSURANCE

Réforme de l'audit

Le 31 janvier dernier, l'European Capital Markets Institute et le Centre for European Policy Studies (CEPS), avec le soutien de la compagnie Mazars, ont organisé un évènement à Bruxelles pour fêter et analyser les 10 ans de la [réforme de l'audit de 2014](#) sous différents angles.

- Le **superviseur français** indique certaines améliorations à introduire telles que : l'utilisation d'un seul ensemble de normes d'audit ; renforcer les activités et les pouvoirs du CEAOB ou l'obligation d'établir des comités d'audit au sein de toutes les EIP. Il a également souligné le besoin d'aborder les nombreux types différents de commandes que les audits devront réaliser et la façon dont il faut réguler cette participation et celles d'autres prestataires de services.
- Le représentant de la **Commission européenne** a affirmé être satisfait car la réforme avait traité de façon raisonnable le décalage des attentes. Concernant la rotation et la prestation des services autres que l'audit, il a signalé la variété des options adoptées et concernant la concentration, il juge qu'il n'y a pas eu d'effet en général.
- Le représentant d'**Accountancy Europe** a indiqué que les objectifs de la réforme de 2014 pouvaient être considérés comme appliqués.

Quant au futur de l'audit, tous les conférenciers se sont accordés sur le fait que l'intelligence artificielle et le besoin de vérification par des tiers dans des

domaines de plus en plus nombreux impliquera un défi pour les auditeurs, en raison notamment de la rapidité des changements.

Nouveaux seuils pour la définition des petites, moyennes et micro entreprises

Directive déléguée (UE) 2023/2775 de la Commission, du 17 octobre 2023, qui modifie la Directive 2013/34/UE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne [l'ajustement des critères de taille pour les micro-, petites, moyennes et grandes entreprises ou pour les groupes](#). Accountancy Europe se lance dans une analyse sur la façon dont cette directive sera adoptée en Europe. Certains pays européens prévoient d'appliquer les nouvelles limites de façon anticipée tandis que d'autres débattent sur la façon de les transposer. L'une des interprétations consiste à augmenter de l'ordre de 25 % les limites nationales en vigueur dans la juridiction, au lieu d'adopter les limites maximales indiquées dans la directive. Un pays nordique a signalé qu'il ne prévoit pas que le changement de seuil affecte l'obligation de l'audit.

Norme ISSA 5000

L'IAASB prévoit d'analyser les commentaires reçus relatifs à la Norme internationale d'assurance en matière de durabilité – [ED International Standard on Sustainability Assurance ISSA- 5000](#) lors de la réunion du mois de [mars General requirements for Sustainability Assurance Engagements](#). Les documents ne sont pas encore disponibles à la clôture de cette édition de la newsletter.

Qualification ESG

Accord entre le Conseil et le Parlement sur la [norme de qualification ESG](#) dont l'objectif est d'augmenter la transparence et la comparabilité de ce type d'activités. L'accès au texte est inclus dans le communiqué de presse. Parmi les accords provisoires, outre le fait que les prestataires de ce type de services soient inscrits auprès d'AEMF (Autorité européenne des marchés financiers), se trouve le principe de la séparation entre l'entreprise et les activités, avec la possibilité qu'il ne soit pas nécessaire d'établir des entreprises séparées pour prêter certains services, dès lors qu'il existe une distinction claire entre les activités et que des mesures soient adoptées pour éviter les conflits d'intérêt. Cette exception ne s'applique pas aux activités de conseils, d'audits et de qualification des crédits. Néanmoins, des indicateurs peuvent être développés si AEMF juge que les protections nécessaires pour répondre aux conflits d'intérêt ont été implantées. [Note de la Commission](#).

Proposition de directive sur le devoir de vigilance des entreprises en matière de durabilité.

Le Conseil et le Parlement européen sont parvenus à un accord provisoire sur la CS3D. Malgré l'[accord](#) provisoire atteint en décembre (voir BNI 1–2024), certains pays dont l'Allemagne et l'Italie, ont indiqué qu'ils s'abstiendront lors du vote nécessaire pour ratifier les accords adoptés en trilogue, aussi la présidence belge craignant la formation d'une minorité de blocage a décidé de reporter le vote. Les arguments avancés sont la charge bureaucratique pour les entreprises et le fait que les dispositions relatives à la responsabilité n'offrent pas une sécurité juridique car elles sont excessivement vagues. Au vu du calendrier électoral européen, cette norme risque de ne pas être approuvée comme prévu pendant la présidence belge.

Norme sur l'audit des entités moins complexes

Après la publication de la [Norme Internationale d'audit pour les audits d'entités peu complexes](#), l'ICJCE a commencé le processus de traduction.

Sanctions à la Russie et autres pays

À l'issue de la publication du douzième [train de sanctions](#) à l'encontre de la Russie, le Conseil de l'UE a convenu de les redéfinir pour en retirer certains actifs ([lien](#) vers le site Web du Conseil qui résume les actions de l'UE).

Nouveautés dans d'autres pays

- Au **Royaume-Uni**, le Financial Reporting Council (FRC) a publié un [résumé](#) des résultats les plus significatifs et des possibles interventions sur les difficultés que rencontrent certaines compagnies pour entrer sur certains marchés et se développer.
- Toujours au **Royaume-Uni**, le gouvernement étudie comment réduire le retard des audits locaux. Le [communiqué de presse du FRC](#) contient un lien vers la consultation et indique que le Bureau national d'audit consulte également les changements dans le Code des pratiques de l'audit.
- Le **Danemark** a présenté un projet de loi pour transposer la directive CSRD sur le reporting de durabilité, qui indique que le schéma d'accréditation n'est pas suffisamment développé pour que les prestataires indépendants de services d'assurance puissent vérifier les informations relatives à la durabilité.

- En **Allemagne**, la **WPK** a rendu public un document de [questions et réponses](#) (en allemand) sur la mise en œuvre de la CSRD, mais celui-ci contient uniquement des sujets qui n'exige aucune adaptation.

Autres documents utiles et nouveautés

IAASB IESBA

- **La traduction du volume 1 du Manuel 2021 de l'IAASB** réalisée par l'**ICJCE** est disponible sur le site Web de l'**IFAC**.
- **IESBA** : avant-projets des normes d'éthique sur les informations et l'assurance en matière de durabilité. Comprend deux avant-projets : ([lien](#)).
 - Normes d'éthique pour l'assurance en matière de durabilité. Date limite : le 10 mai.
 - Utilisation du travail d'un expert. Date limite : le 30 avril.
- **IAASB** a publié [l'avant-projet de NIA 240 \(Révisé\)](#) qui est soumis aux commentaires jusqu'au 5 juin.
- Accord entre **l'IAF (Forum International de l'accréditation)** et **l'IESBA** pour favoriser la croissance du marché de l'information sur la durabilité de haute qualité ([lien](#)). ENAC est membre de l'IAF. *La pierre angulaire de l'association est la stipulation de l'IAF aux organismes nationaux d'accréditation du monde entier, que les normes internationales d'éthique pour l'assurance de la durabilité proposées par l'IESBA (y compris les normes internationales d'indépendance) (ISSA) seront utilisées lors de l'accréditation et de l'autorisation des organismes d'évaluation de la conformité, pour assurer les divulgations de durabilité corporative. (ISO 17029).*

AUTRES

- Publication sur le site Web de l'ICJCE des **traductions de l'ICJCE des documents de CEAOB** ([lien](#)) :
 - Guide sur la méthodologie commune d'inspection : programme de travail d'inspection sur la sécurité de l'information et la cybersécurité au sein des compagnies d'audit.
 - Guide sur la méthodologie commune d'inspection : programme de travail d'audit TI au niveau de la commande.
- **IOSCO** : le Monitoring Group analyse les [progrès](#) en matière d'implantation des réformes de l'IFAC et notamment des conseils qui émettent les normes.
- Les commissions de marché intérieur et environnemental du **Parlement européen** accordent une position commune sur la proposition de directive de la Commission, qui permet aux **consommateurs d'éviter le blanchiment écologique**. ([COM \(2023\) 166](#)) ([lien](#)). Le texte indique que l'étiquetage écologique devra

être vérifié au préalable par un tiers avant sa diffusion. Selon la proposition, la vérification est réservée aux organismes accrédités dans un organisme national d'accréditation.

- **Règlement délégué (UE) 2024/436** de la Commission du 20 octobre 2023, complétant le règlement(UE) 2022/2065 du Parlement européen et du Conseil en établissant des règles concernant la **réalisation d'audits pour les très grandes plateformes en ligne et les très grands moteurs de recherche en ligne** ([lien](#)). Le règlement 2022/2065 (Loi des services numériques) oblige les grandes plateformes et les moteurs de recherche à réaliser un audit annuel de leur gestion des risques.

INFORMATION CORPORATIVE

En matière de normes d'information sur la durabilité

- **Calendrier d'adoption des ESRS** ([lien vers la procédure](#)). Le Conseil, le Parlement et la Commission parviennent à un accord pour reporter l'application des ESRS pour les PME, pour certains secteurs et certaines entreprises de pays tiers. Le [communiqué de presse](#) contient le [texte accordé](#) qui invite à adopter les normes dès qu'elles seront disponibles et avant la date limite du 30 juin 2026. Cet accord doit être ratifié formellement par le Parlement et le Conseil.
- À ce sujet, EFRAG :
 - A publié, et soumis aux commentaires jusqu'au 21 mai, les [avant-projets d'ESRS](#) pour les PME (cotées et volontaires).
 - A approuvé et publié, en la soumettant aux commentaires jusqu'au 8 avril, la [taxonomie XBRL](#) pour les normes relatives à l'information sur la durabilité.
 - A publié le premier groupe de [questions et réponses](#) sur l'ESRS.

Dans le domaine des informations financières

- [Consultation en ligne](#) d'**EFRAG** sur les effets de la NIIF 16, afin de commencer la révision de l'implantation de cette norme (post Implementation Review – PIR). Le contenu de cette enquête au format PDF peut être téléchargé sur le [lien](#) suivant.

Autres documents

- [Rapport sur les pratiques du marché](#) en matière de finances durables d'AEMF
- Documentation de la [réunion](#) de l'**Accounting Regulatory Committee** au cours de laquelle a été voté l'approbation des modifications à l'IFRS 7 et à l'IAS 7, en rapport aux informations à révéler dans le cas du « reverse factoring ».
- **IPSASB** : [avant-projets de norme](#) liés aux projets de ressources naturelles. Date limite : le 31 mai.

AUTRES SUJETS

Élections européennes

Les différents groupes parlementaires du Parlement européen présenteront les « manifestes » qui brossent les priorités pour la prochaine législature.

Accountancy Europe réalise un suivi de ces déclarations, qui n'ont pas encore été rendues publiques, néanmoins aux dernières nouvelles, l'EPP (Parti populaire européen); l'Alliance progressiste des socialistes et démocrates au Parlement européen (S&D) et les Verts (V) priorisent dans leurs agendas la technologie, la cybersécurité, l'intelligence artificielle et la géopolitique, tandis que la transition écologique et le développement durable ont la priorité dans les agendas de S&D et V, et l'immigration et la dépendance militaire figurent sur l'agenda d'EPP.

Présence internationale de l'ICJCE

- Au cours des derniers mois, des représentants de l'ICJCE ont participé aux :
 - **Réunions de la direction** d'Accountancy Europe.
 - **Réunion du forum des membres d'Accountancy Europe** pour mettre à jour les sujets en cours et émergents de l'agenda européen.
 - **Webinaire sur l'attrait de la profession**, pour partager des idées et des bonnes pratiques en Europe.
- **Accountancy Europe** annonce la réouverture du groupe de travail d'assurance en matière de durabilité.

Vous pouvez consulter d'anciens numéros sur ce [lien](#)

Bulletin numérique élaboré par l'Instituto de Censores Jurados de Cuentas de España

www.icjce.es

 [Demander la résiliation](#)

Cet e-mail et les documents joints s'adressent exclusivement aux destinataires indiqués. L'information contenue peut être CONFIDENTIELLE et/ou être PROTÉGÉE PAR LA LOI, et elle ne représente pas nécessairement l'avis de l'ICJCE. Si vous avez reçu cet e-mail par ERREUR, merci de le communiquer immédiatement à l'expéditeur et de l'ÉLIMINER, car VOUS N'ÊTES PAS AUTORISÉ à l'utiliser, révéler, distribuer, imprimer ou copier une partie ou la totalité des informations qu'il contient. Merci.